

BUSINESS MANAGEMENT SYSTEM

Version :	<i>FR</i>
Processus :	<i>04 QP Piloter QSE et le système de performance industrielle</i>
Sous-Processus :	<i>QP2 – Définir et entretenir les exigences et les Standards Assurance Qualité</i>
Sous-sous-Processus :	<i>Tous</i>
Activité(s) :	<i>QP2.4 – Définir les exigences d'assurance qualité fournisseurs</i>
Applicabilité :	<i>Naval Group SA</i>
Site(s) :	<i>00 Tous</i>
Statut du document :	<i>Approuvé le 11/06/2021</i>

01 Instruction : Exigences Qualité fournisseurs

000247037 - D

Résumé : Ce document définit les exigences qualité génériques applicables aux Fournisseurs de fournitures et prestations de Naval Group. Il constitue une annexe contractuelle des commandes d'achat de Naval Group.

FICHE DE VIE DU DOCUMENT

APPROBATION		
Acteurs	Prénom NOM	Dates
Rédaction	<i>Bruno GACHENARD</i>	<i>03/05/2021</i>
Vérification	<i>Vincent KEREDEL</i>	<i>09/06/2021</i>
Approbation	<i>David QUANCARD</i>	<i>11/06/2021</i>

HISTORIQUE DES MODIFICATIONS

Indice	Description ou Motif des évolutions	Date d'approbation
A	<i>Indice initial</i>	26/03/2018
B	<i>Traduction du document, sans évolution de contenu. Ce nouvel indice ne nécessitant pas de ré-Approbation.</i>	05/03/2020
C	<ul style="list-style-type: none">- Evolution des procédures de qualification et d'évaluation périodiques- Ajout des murs qualité- Ajout de l'aptitude technique de certains fournisseurs- Ajout d'une annexe décrivant le contenu du RCC- Simplification du chapitre sur les AMDEC- Dé rattachement de l'annexe « demande d'autorisation de sous-traitance » qui devient un formulaire autonome- Demandes de dérogation fournisseur à transmettre au correspondant technique (prescripteur) avec acheteur en copie	04/02/2021
D	<ul style="list-style-type: none">- Ajout d'exigences de cybersécurité :<ul style="list-style-type: none">○ incidents cyber○ innocuité virale des documents numériques et logiciels- Ajout d'une annexe : Rapport d'analyse antivirale- Ajout d'une annexe : Engagement d'innocuité virale- L'annexe 4 (RCC) est gérée via un document autonome- Exigence d'alerte de Naval Group en cas de suspicion de contrefaçon ou de contrefaçon avérée	11/06/2021

SOMMAIRE

1 INTRODUCTION	5
2 ABREVIATIONS ET DEFINITIONS	5
3 INTERFACES QUALITE	6
4 QUALIFICATION DU FOURNISSEUR.....	6
4.1 QUALIFICATION :	6
4.2 MAINTIEN DE LA QUALIFICATION.....	7
4.3 EXIGENCE D'APTITUDE TECHNIQUE D'UN FOURNISSEUR.....	7
5 ELABORATION DU PLAN DE SURVEILLANCE QUALITE.....	8
6 EXIGENCES DE LA COMMANDE.....	8
7 REUNION DE LANCEMENT.....	8
8 DEROULEMENT DU PLAN DE SURVEILLANCE QUALITE	9
9 ACCEPTATION USINE.....	10
10 DEMANDES DE DEROGATION EMISES PAR LE FOURNISSEUR	10
11 NON-CONFORMITES IDENTIFIEES PAR NAVAL GROUP.....	11
12 GESTION DE CONFIGURATION	12
13 TRAÇABILITE	12
14 MARQUAGE, IDENTIFICATION.....	12
15 PROCEDES SPECIAUX	12
16 DISPOSITIFS DE SURVEILLANCE ET MESURE	13
17 REGISTRE DE CONTROLE ET DE CONFIGURATION (RCC)	13
18 ANALYSES DE RISQUES DE TYPE AMDEC	13
19 EXIGENCES SPECIFIQUES AUX EIS ET MAPS	14
19.1 EXIGENCES SUR LES EQUIPEMENTS	15
19.2 EXIGENCES SUR LA GESTION DE LA DOCUMENTATION.....	15
19.3 EXIGENCES SUR LA FORMATION ET LES COMPETENCES DU PERSONNEL	15
19.4 EXIGENCES SUR LE CONTROLE	15
20 CYBERSECURITE.....	15
20.1 INCIDENTS DE CYBERSECURITE.....	15
20.2 INNOCUITE VIRALE	16
21 LOGICIELS	17
22 LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON :	17
23 MESURE DE PERFORMANCES ET PLANS D'AMELIORATION.....	18
23.1 TAUX D'ANOMALIE FOURNISSEUR.....	18
23.2 EVALUATION ANNUELLE ET PLAN D'AMELIORATION	18
23.3 MURS QUALITE	19

24 ANNEXES.....	19
24.1 ANNEXE 1 : DEMANDE DE DEROGATION FOURNISSEUR.....	19
24.2 ANNEXE 2 : PLAN QUALITE DE REALISATION (PQR) FOURNISSEUR	19
24.3 ANNEXE 3 : CONVOCATION A INSPECTION QUALITE FOURNISSEUR	20
24.4 ANNEXE 4 : REGISTRE DE CONTROLE ET DE CONFIGURATION (RCC).....	20
24.5 ANNEXE 5 : QRQC - SUPPORT : RESOLUTION RAPIDE DE PROBLEMES	20
24.6 ANNEXE 6 : 8D	20
24.7 ANNEXE 7 : RAPPORT D'ANALYSE ANTIVIRALE.....	20
24.8 ANNEXE 8 : ENGAGEMENT SUR L'INNOCUITE VIRALE	20

1 INTRODUCTION

Ce document définit les exigences qualité génériques applicables aux Fournisseurs de fournitures et prestations de Naval Group.


NAVAL GROUP garantit la qualité, la ponctualité et la conformité des fournitures et prestations livrées à ses clients. Cela implique de la part de ses fournisseurs de livrer dans les délais des fournitures et prestations conformes accompagnées des preuves de conformité contractuelles et de mettre en œuvre une amélioration continue de leurs performances.

Le présent document est donc intégré systématiquement aux commandes / contrats de NAVAL GROUP dont il constitue une annexe. Le Fournisseur s'engage à répercuter dans ses éventuels contrats de sous-traitance ou de fourniture les exigences du présent document.

En cas de contradiction entre les exigences définies dans cette instruction, et celles spécifiées dans le cahier des charges, celles du cahier des charges prévalent.

2 ABREVIATIONS ET DEFINITIONS

- 8D : méthode de résolution de problèmes en 8 étapes
AMDEC : Analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité
DC : Déclaration de Conformité
DQF : Direction Qualité Fournisseurs de NAVAL GROUP
EIS : Equipement Important pour la Sureté
EISF : Equipement Important pour la Sécurité de Fonctionnement
EISP : Equipement Important pour la Sécurité Plongée
FA : Fiche d'Anomalie
FACF : Fiche d'action Corrective Fournisseur
FAT : Factory Acceptance Test (Essais d'acceptation en usine)
SSTE : Santé et Sécurité au Travail et Environnement
IQF : Inspecteur Qualité Fournisseur
MAPS : Matériel Affecté d'un Paramètre de Sûreté
PQR : Plan Qualité Réalisation
PV : Procès-Verbal
PVAU : Procès-Verbal d'Acceptation Usine (PV de la FAT)
PVR : Procès-Verbal de Réception (PV des contrôles suivant livraison)
QRQC : Quick Response Quality Control – méthode rapide de résolution des incidents qualité
RCC : Registre de Contrôle et de Configuration
RIDA : Relevé d'Informations, Décisions, Actions
RQF : Responsable Qualité Fournisseur
RSE : Responsabilité Sociétale de l'Entreprise
SMQ : Système de Management Qualité
SSI : Sécurité des Systèmes d'Information
- Non-conformité : non satisfaction d'une exigence
 - Fait Technique : évènement technique marquant, prévu ou imprévu, intervenant dans le cycle de vie des fournitures / prestations

	01 Instruction : Exigences Qualité fournisseurs 000247037 - D / Approuvé le 11/06/2021	Page 6/20
---	---	--------------

3 INTERFACES QUALITE

Pour chacun de ses contrats / commandes NAVAL GROUP demande à ses fournisseurs de désigner un correspondant qualité.

Ce correspondant est le contact privilégié de la Direction Qualité Fournisseurs (DQF) de NAVAL GROUP afin de :

- Planifier et réaliser les actions de surveillance prévues au Plan de Surveillance Qualité de la commande / du contrat,
- Réaliser des analyses de causes en cas de non-conformité importante et/ou récurrente,
- Proposer des actions correctives aux non-conformités,
- Déployer les plans de d'amélioration qualité en cas de performance insuffisante.

Le nom de cet interlocuteur devra être précisé par le fournisseur à la signature de la commande / du contrat ou au plus tard lors de la revue de lancement. Le Fournisseur doit être capable de communiquer en français, ou à défaut, en anglais.

4 QUALIFICATION DU FOURNISSEUR

Tout fournisseur doit être qualifié pour entrer et rester au panel de NAVAL GROUP. En préalable, Il doit entretenir un système de management Qualité conformément aux exigences de l'ISO 9001V2015.

4.1 QUALIFICATION :

Lors de la procédure de qualification, le fournisseur doit démontrer l'efficacité de son organisation et sa capacité à satisfaire les besoins et les exigences des commandes / contrats de Naval Group

La procédure de qualification commence par le renseignement d'un questionnaire de préqualification et la fourniture d'informations financières, compliance / RSE, technique, industrielle, cyber sécurité et qualité. L'analyse du questionnaire et des informations associées par Naval Group permet d'évaluer un niveau de risque intrinsèque au fournisseur, à son environnement et à la nature d'achats (ex : maturité du SMQ).

Si le risque est évalué :

- Critique : qualification impossible
- Fort : audit technique et qualité nécessaire pour mieux quantifier le risque et définir des éventuelles actions de maîtrise
- Faible : qualification directe

Si un audit qualité / technique de qualification est nécessaire, le RQF contacte le fournisseur pour convenir d'un rendez-vous.

Lors de l'audit, Naval Group s'assure que :

- Le fournisseur est apte à réaliser des prestations ou des fournitures avec une maîtrise suffisante de la qualité
- Les moyens et procédés (y compris les procédés spéciaux) et leur paramétrage associé mis en œuvre par le fournisseur sont correctement maîtrisés et produisent les performances attendues,

Dans certains cas, une fourniture représentative permet de valider cette adéquation.

Le résultat de l'audit est transmis au fournisseur et des actions correctives peuvent être nécessaires. La qualification ne peut être prononcée tant que l'ensemble des actions n'est pas soldé.

Si le fournisseur est qualifié, Naval Group affecte alors un acheteur comme contact privilégié au sein de la Direction des Achats de Naval Group pour piloter la relation avec le fournisseur.

4.2 MAINTIEN DE LA QUALIFICATION

Un changement d'objet social ou d'actionnariat, de site, ou de domaine d'activité entraîne une nouvelle procédure de qualification. Un changement significatif d'organisation chez le fournisseur (délocalisation / sous-traitance / nouveaux dirigeants etc.) peut également justifier une requalification.

Une qualification peut être remise en cause à tout moment en cas de dégradation ou d'insuffisance des performances du fournisseur ou suite à une non-conformité de gravité très forte.

Lorsque la qualification est remise en cause, Naval Group propose les actions à mettre en œuvre en tenant compte du retour d'expérience. Ces actions sont intégrées au plan d'amélioration qualité du fournisseur.

4.3 EXIGENCE D'APTITUDE TECHNIQUE D'UN FOURNISSEUR

Une exigence « aptitude technique du ou des fournisseurs » peut être intégrée dans certaines Spécifications Techniques de Fournitures (STF) afin de garantir la qualité des produits approvisionnés ainsi que la conformité aux exigences techniques pour les produits manufacturés et les semi-produits.

Un Fournisseur « techniquement apte » est un fournisseur pour lequel Naval Group reconnaît formellement son aptitude technique à réaliser un produit conformément aux exigences techniques (normes, spécifications, etc...). Cette aptitude repose sur l'évaluation de la maîtrise technique, en particulier des procédés de production. La fréquence de vérification de l'aptitude technique est comprise entre 3 et 5 ans.

Si les STF incluses dans la commande comportent une exigence d'aptitude technique, et que la commande ne comporte pas par ailleurs la liste de ces fournisseurs, alors l'acheteur ou l'approvisionneur de Naval Group peuvent communiquer la liste à jour des fournisseurs « techniquement aptes » sur simple demande.

5 ELABORATION DU PLAN DE SURVEILLANCE QUALITE

La criticité d'un achat est évaluée en amont de la consultation des fournisseurs. Cette évaluation est systématique pour les fournitures contenant un élément de sécurité / sûreté (EIS, EISP, EISF ou MAPS).

Lors de l'évaluation de la criticité de l'achat, Naval Group prend notamment en compte :

- La spécificité des fournitures et services, tels que les aspects de sécurité, le type de technologie, etc...
- La maturité du cahier des charges,
- Le contexte, tels que le transfert de technologie, la co-activité, la maintenabilité, etc...,
- La connaissance et la performance des fournisseurs à consulter,
- Le délai et les marges calendaires disponibles,
- Les exigences techniques et non techniques des clients de Naval Group, tels que la propriété intellectuelle, la confidentialité, etc...,
- Le budget disponible pour la commande / le contrat.

Le niveau de criticité détermine les niveaux de suivi qualité et de suivi contractuel envisagés pour la commande / le contrat.

Si le niveau de suivi Qualité le justifie, un plan de surveillance qualité de la commande est défini en amont de la signature de la commande par la Direction Qualité Fournisseurs (DQF) de Naval Group puis déroulé en phase d'exécution de la commande.

Le plan de surveillance peut être établi à partir d'un plan qualité réalisation (PQR) rédigé par le fournisseur et remis avec son offre technique et financière. Ce PQR doit lister les principales étapes de réalisation et de contrôle des fournitures et prestations selon le modèle de **l'annexe 2**.

Le nombre de point de convocation ou d'arrêt est défini par les autorités Technique et Qualité de Naval Group. Ces points sont mentionnés dans le PQR annoté qui est retourné au fournisseur et le cas échéant contractualisé dans la commande / le contrat.

6 EXIGENCES DE LA COMMANDE

Il est impératif que le fournisseur s'assure, avant signature de la commande / du contrat, d'être en mesure d'honorer toutes les exigences spécifiées sans exception et en particulier qu'il prenne en compte les écarts éventuels entre les exigences de la commande / du contrat et le contenu de son offre, que Naval Group et le fournisseur réalisent ou non une revue conjointe de la commande / du contrat en amont de sa signature.

7 REUNION DE LANCEMENT

NAVAL GROUP organise une réunion de lancement lorsque le niveau de suivi qu'il a attribué à la commande / au contrat le justifie. Cette réunion est destinée à préciser certaines modalités relatives à l'exécution de la commande / du contrat, notamment au regard de l'assurance qualité :

- présentation des principaux intervenants, de leurs fonctions et responsabilités sur la commande / le contrat tant du côté Naval Group que du côté fournisseur.
- rappel sur les données d'entrée devant être fournies par Naval Group ou le fournisseur au démarrage et au cours de l'exécution de la commande / du contrat
- présentation au fournisseur des modalités d'exécution du plan de surveillance notamment le sens des points de convocation ou d'arrêt, et le planning associé
- rappel des modalités d'échanges et de marquage des documents papiers et électroniques
- reporting / tableau de bord d'avancement à communiquer / présenter périodiquement par le fournisseur, par exemple en amont de chaque revue d'avancement

Cette réunion fait l'objet d'un compte rendu cosigné par Naval Group et le fournisseur accompagné si nécessaire d'un RIDA (Relevé d'Informations, de Décision et d'Actions).

8 DEROULEMENT DU PLAN DE SURVEILLANCE QUALITE

Lorsqu'un plan de surveillance Qualité est mis en place, la surveillance est assurée par un inspecteur Qualité Fournisseur (IQF) de Naval Group. Dans certains cas, une surveillance peut être également réalisée par le client de Naval Group, son mandataire ou un organisme externe.


Un plan de surveillance peut comporter des vérifications dans le cadre de la conception et/ou de la réalisation des fournitures et prestations.

Le fournisseur doit fournir un planning prévisionnel des inspections à une fréquence décidée d'un commun accord. Lors de l'exécution de la commande / du contrat, il existe trois catégories de points de surveillance :

- **Point de convocation** : concerne une opération pour laquelle l'inspecteur demande à être convoqué. Le fournisseur peut engager et exécuter l'opération à la date prévue même si l'Inspecteur Qualité Fournisseur de Naval Group n'est pas présent.
- **Point d'arrêt** : concerne une opération pour laquelle l'Inspecteur est convoqué. Le fournisseur ne peut pas engager ou exécuter l'opération sans autorisation écrite de Naval Group.
- **Vérification documentaire** : Les vérifications documentaires se font principalement sur site Naval Group. Cette vérification est principalement effectuée au début de l'exécution de la commande / du contrat pour l'élaboration et la validation des documents préalables à la fabrication.

Le fournisseur doit envoyer une convocation au minimum 2 semaines avant la date du point de convocation ou du point d'arrêt (modèle en **annexe 3**). L'annulation d'une inspection par le fournisseur moins de 48 heures avant la date de convocation est sanctionnée par une pénalité de 1500 Euros.

Lorsque l'inspecteur Naval Group assiste aux points de surveillance, il s'assure de la bonne prise en compte et du respect des exigences techniques et qualité par le fournisseur.

	01 Instruction : Exigences Qualité fournisseurs 000247037 - D / Approuvé le 11/06/2021	Page 10/20
---	---	---------------

Lorsque le point de surveillance est levé, l'inspecteur Qualité vise / tamponne le PQR en face du point de surveillance concerné. Un rapport d'inspection est communiqué au fournisseur.

En cas d'écart relevé, le rapport stipule la liste des écarts, charge au fournisseur de résorber les écarts et d'en apporter la preuve.

Les résultats du rapport d'inspection peuvent être « Satisfaisant », « Acceptable », « Médiocre », « Insuffisant ». Le fournisseur doit produire un QRQC (modèle en **annexe 5**) si le résultat est jugé « Médiocre » par Naval Group et un 8D (modèle en **annexe 6**) si le résultat est jugé « Insuffisant ».

Un résultat « Insuffisant » est sanctionné par une pénalité de 1500 Euros.

9 ACCEPTATION USINE

A l'étape de l'acceptation usine (FAT), l'inspecteur Naval Group vérifie les preuves de conformité (comprises dans le RCC si requis) :

- La configuration des fournitures,
- Les enregistrements qualité relatifs à l'équipement ou à ces composants.
- Les opérations réalisées et la conformité des valeurs relevées
- La conformité et l'adéquation des équipements de contrôle, mesure et essai par rapport aux mesures effectuées.

A l'issue de l'acceptation usine, un procès-verbal d'acceptation usine (PVAU) est complété par l'inspecteur Qualité. Ce document est remis au fournisseur qui doit le joindre aux bordereaux de livraison en complément des documents prévus à la commande / au contrat.

10 DEMANDES DE DEROGATION EMISES PAR LE FOURNISSEUR

Toute non-conformité par rapport à une exigence de la commande / du contrat identifiée par le fournisseur doit être immédiatement corrigée ou à défaut signalée et justifiée à Naval Group au travers d'une demande de dérogation en utilisant le support en **annexe 1**.

Lorsque le fournisseur possède son propre support de demande de dérogation il peut l'utiliser à la condition que les mêmes informations y soient présentes. La demande de dérogation n'est recevable qu'à la condition qu'elle précise le périmètre (numéro de lot / série, numéro de commande / de contrat,...) mais également les causes de non-respect de l'exigence ainsi que les actions correctives et préventives mises en place par le fournisseur.

La demande de dérogation est transmise par le fournisseur au correspondant technique identifié dans la commande / le contrat avec copie à l'acheteur. Cette demande de dérogation fait l'objet d'une Fiche d'Anomalie (FA) émise par les services techniques de NAVAL GROUP. Suite à analyse, la demande de dérogation fait l'objet d'une décision par NAVAL GROUP. L'acheteur communique cette décision au fournisseur (Dérogation « acceptée », « acceptée avec réserves » ou « refusée ») via le formulaire de demande dérogation complété. En cas d'acceptation de la demande de dérogation avec ou sans réserve, la dérogation doit être reportée sur la déclaration de conformité et intégrée au RCC (si requis).

Les fournitures non conformes en attente de décision de Naval Group doivent être isolées et identifiées en tant que pièces non conformes.

Les demandes de dérogation émises par le fournisseur font l'objet d'une indemnisation financière par le fournisseur lorsque Naval Group estime leur coût de traitement et/ou leur impact direct et indirect comme significatif.

11 NON-CONFORMITES IDENTIFIEES PAR NAVAL GROUP

Les non-conformités identifiées par NAVAL GROUP (ou par ses clients) dont la responsabilité est imputable au fournisseur font l'objet d'une Fiche d'Anomalie (FA) émise et traitée par les services techniques de Naval Group et d'actions curatives par le fournisseur.

NAVAL GROUP répartit les Non Conformités selon 3 niveaux de gravité, « très forte », « forte » ou « faible » suivant leur impact sur les produits, sur ses clients ou sur les coûts.

Une fourniture / prestation livrée non conforme peut selon la décision prise par NAVAL GROUP être mise à disposition du fournisseur pour remplacement ou réparation.

Une fiche d'action corrective fournisseur (FACF) est envoyée au fournisseur pour analyse des causes d'apparition de la non-conformité et pour mise en place d'actions correctives. Le fournisseur doit retourner à NAVAL GROUP sous 15 jours, la fiche d'action corrective fournisseur renseignée des causes d'apparition de la non-conformité et des actions correctives mises en place pour éviter la récurrence de l'anomalie. Les délais de réponses et la pertinence des réponses sont pris en compte lors de l'évaluation de la performance du fournisseur.

Dans le cas où la non-conformité est de gravité « forte » ou « très forte » (impact sur la sûreté, la sécurité, réclamation formelle du client de Naval Group, impact sur les coûts et délais significatif), une analyse des causes formelle de type QRQC (forte) ou 8D (très forte) est demandée au fournisseur en lieu et place de la FACF.

Les 8D sont à présenter à la Direction Qualité Fournisseurs de Naval Group lors de deux étapes nommées J1 et J2 :

- La revue J1 consiste en la présentation de l'analyse des causes, des actions correctives prévues et des méthodes envisagées pour vérifier leur efficacité. La présentation du jalon J1 doit être faite sous 1 mois après notification de la non-conformité de gravité « très forte »
- La revue J2 valide la réalisation effective des actions correctives et de l'efficacité de celles-ci selon les méthodes convenues lors du jalon J1. La présentation du jalon J2 doit être faite sous 5 mois après le franchissement de J1.

Le support de présentation utilisé est par défaut celui de Naval Group, QRQC en **annexe 5** et 8D en **annexe 6**. Lorsque le fournisseur possède son propre support il peut être accepté à la condition que les mêmes thèmes y soient renseignés.

Les non-conformités identifiées par Naval Group font l'objet d'une indemnisation financière par le fournisseur lorsque Naval Group estime leur coût de traitement et/ou leur impact direct et indirect comme significatif.

Pendant la période de garantie, lorsque Naval Group ou un de ses clients estiment qu'un fait technique est imputable à une non-conformité des fournitures / prestations objet de la commande, Naval Group émet une Fiche d'Anomalie et le cas échéant une Fiche d'Action Corrective Fournisseur. Le fournisseur devra prendre en charge tous les éventuels coûts et extension de garantie définis par l'article « Garantie » des conditions particulières et/ou conditions générales de la commande / du contrat.

12 GESTION DE CONFIGURATION

La gestion de la configuration est indispensable pour démontrer la conformité des fournitures en attestant que les fournitures « telles que réalisées » sont conformes à leur dossier de définition.

Lorsque la gestion de configuration est requise par le cahier des charges de la commande / du contrat, le fournisseur s'appuie sur la norme ISO 10007 « Systèmes de management de la qualité- lignes directrices pour la gestion de configuration ».

Le fournisseur établit et tient à jour la liste des composants devant faire l'objet d'une gestion de configuration tel que défini au cahier des charges de la commande / du contrat. Cette liste doit permettre d'identifier les composants, les spécifications associées ainsi que leur indice utilisé lors de la fabrication. Toutes les évolutions de spécification et/ou de nomenclature doivent faire l'objet d'une mise à jour de la configuration.

13 TRAÇABILITE

Le fournisseur assure la traçabilité des matériaux et composants tel que défini au cahier des charges. Lorsque la traçabilité est requise, le fournisseur doit être en mesure à partir d'un numéro d'identification et/ou d'un numéro de commande / de contrat de remonter aux numéros de lot matière utilisés. De la même manière, à partir d'un numéro de lot matière potentiellement défectueux, le fournisseur doit être en mesure d'identifier les fournitures livrées à Naval Group.

14 MARQUAGE, IDENTIFICATION

Le fournisseur doit entretenir un système d'identification et d'enregistrement permettant de rattacher les fournitures livrées à leur dossier de fabrication.

Le marquage, en conformité avec le cahier des charges de la commande / du contrat, doit être lisible, y compris après revêtement de surface. Le marquage doit être localisé dans des zones visibles et non fonctionnelles, et ne pas altérer la tenue à la corrosion.

15 PROCEDES SPECIAUX

Le fournisseur entretient une liste de ses procédés spéciaux comprenant la validité de ses qualifications.

Les éléments d'entrée (procédure, normes, codes de construction, etc...) doivent être listés et connus. Les éléments de sortie doivent être définis (caractéristiques à obtenir). Le fournisseur doit être en mesure de démontrer, par la maîtrise des paramètres de fabrication, la conformité des

fournitures / prestations réalisées. Il doit archiver les paramètres utilisés afin de conserver les preuves de réalisation selon les modes opératoires définis.

La mise en œuvre des procédés spéciaux doit être réalisée par des personnes formellement identifiées et qualifiées.

16 DISPOSITIFS DE SURVEILLANCE ET MESURE

L'ensemble des dispositifs de surveillance et de mesure utilisés font l'objet d'une vérification périodique par rapport à des étalons de mesure liés à des étalons de mesure internationaux ou nationaux.

Le fournisseur doit être en mesure de démontrer que les appareils utilisés ont été vérifiés et sont utilisés dans leur période de validité.

Le Fournisseur repère et isole tout dispositif déclassé ou non conforme.

Si un dispositif s'avère non conforme lors d'une vérification, l'ensemble des fournitures fabriquées depuis la dernière vérification doit être identifié et Naval Group informé si des fournitures ont déjà été livrés.

17 REGISTRE DE CONTROLE ET DE CONFIGURATION (RCC)

Si demandé au cahier des charges, le Fournisseur établit au fur et mesure de la conception et/ou de l'élaboration des fournitures et/ou prestations, un dossier de preuves de conformité appelé Registre de Contrôle et de Configuration. Ce RCC alors doit accompagner le matériel livré.

Un modèle est proposé en **annexe 4**. Néanmoins sa composition peut être amendée dans le cahier des charges de la commande / du contrat

Ce dossier est mis à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux et doit être consultable lors de la surveillance Qualité réalisée par les inspecteurs Qualité NAVAL GROUP.

18 ANALYSES DE RISQUES DE TYPE AMDEC

Le fournisseur réalise une Analyse des Modes de Défaillances, de leurs Effets et de leur Criticité (AMDEC) lorsque :

- Ce livrable est prévu au cahier des charges de la commande / du contrat
- il identifie des risques importants liés aux fournitures / prestations, à une fonction à remplir ou à son processus de réalisation.
- En cas de non-conformité de gravité « Très forte » pour identifier, de manière préventive, les autres modes de défaillance.

Le fournisseur décline cette méthodologie vers ses propres fournisseurs si besoin

Deux types d'AMDEC peuvent être requises par NAVAL GROUP:

- L'AMDEC Produit, dans le cas où le fournisseur est concepteur, sera initialisée à la suite de l'analyse fonctionnelle.
- L'AMDEC Processus, dans le cas où le fournisseur est réalisateur, sera initialisée lors de l'élaboration de la gamme de fabrication et de contrôle.

NAVAL GROUP, en accord avec le fournisseur pourra être amené à participer ou/et à consulter l'AMDEC.

Le fournisseur communique à Naval Group (a minima) :

- les Indices de Priorisation du Risque (IPR)
- les actions prévues et la mesure de leur efficacité.

Le fournisseur présente les éléments justifiant les cotations de gravité, d'occurrence et de validation ou de détection. Naval Group apporte si besoin les informations complémentaires pour confirmer la gravité.

L'AMDEC doit faire l'objet d'une mise à jour lors de modifications du produit ou du processus ainsi que de non-conformité de gravité forte ou récurrentes.

19 EXIGENCES SPECIFIQUES AUX EIS ET MAPS

Les exigences du présent chapitre sont complémentaires aux autres exigences du présent document et concernent les fournitures EIS et MAPS.

Les fournitures EIS (Equipements Importants pour la Sureté de la chaufferie nucléaire embarquée) ainsi que les MAPS (Matériels Affectés d'un paramètre de Sureté) concernant le système d'armes de dissuasion sont soumis à l'Arrêté du 10 août 1984 relatif à la qualité de la conception, de la construction et de l'exploitation des installations nucléaires de base.

L'appartenance des fournitures aux familles EIS ou MAPS figure dans les spécifications techniques ou est rappelée sur la commande / le contrat.

En synthèse, cet arrêté qualité prévoit :

- Une conception qui assure aussi bien la prévention des accidents que les parades à mettre en œuvre,
- Une construction exempte de défauts majeurs et d'imperfections qui ne soient pas identifiés et si nécessaire réparés,
- Une exploitation et un entretien rigoureusement organisé et confié à des personnels formés et entraînés.

19.1 EXIGENCES SUR LES EQUIPEMENTS

- L'achat d'équipement « catalogue » s'effectue à partir d'une spécification qui peut correspondre à une référence fournisseur. Un changement de référence implique une approbation par Naval Group.
- Le fournisseur assure la traçabilité de chaque équipement par un identifiant unique.
- Ces équipements sont acceptés en FAT suivant un dossier comprenant à minima :
 - les conditions d'essais et leur déroulement,
 - les exigences à respecter sur lesquelles est prononcée l'acceptation,
 - le formalisme type à respecter pour la déclaration.
- Chaque équipement doit disposer de documents d'acceptation, qui lui sont associés physiquement qui indiqueront de manière lisible que l'équipement est un MAPS ou un EIS.

19.2 EXIGENCES SUR LA GESTION DE LA DOCUMENTATION

- Toute modification documentaire relative à un MAPS/EIS doit faire l'objet d'une analyse sur les conséquences éventuelles sur la sûreté de l'installation. Cette analyse passe nécessairement par une acceptation Naval Group.

19.3 EXIGENCES SUR LA FORMATION ET LES COMPETENCES DU PERSONNEL

- Seules les personnes possédant la compétence (formation et expérience) requise peuvent être affectées à une tâche touchant un EIS ou un MAPS.
- Toute intervention sur un MAPS/EIS nécessite une sensibilisation à la sûreté, y compris les sous-traitants.
- La sensibilisation à la sûreté doit faire l'objet d'un enregistrement présentant le nom des personnes sensibilisées, la date et le contenu de la sensibilisation.

19.4 EXIGENCES SUR LE CONTROLE

Les personnes chargées des tâches de contrôle d'une activité sur un EIS ou MAPS doivent être différentes de celles l'ayant accomplie.

20 CYBERSECURITE

20.1 INCIDENTS DE CYBERSECURITE

En cas d'incident cyber (*) découvert ou porté à la connaissance du Fournisseur et pouvant impacter les Fournitures / Prestations, le Fournisseur s'engage, pendant toute la durée de la commande, à :

- prendre immédiatement toute mesure permettant de mettre un terme à l'incident et/ou d'en limiter les effets ;

- informer immédiatement, et au plus tard dans les soixante-douze heures (72h) à compter du moment de la constatation, le CERT (Computer Emergency Response Team) de NAVAL GROUP ainsi que l'OCSSI NAVAL GROUP (Officier central de sécurité des systèmes d'information) respectivement aux adresses mails suivantes cert@naval-group.com et ocssi@naval-group.com, du type d'incident constaté, des mesures déjà prises, et de toute autre information nécessaire et connue.

(*) Incident cyber : Événement qui entraîne un danger réel ou potentiel pour la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité d'un système d'information ou des informations que le système traite, stocke ou transmet, ou qui constitue une violation ou une menace imminente de violation des politiques de sécurité, des procédures de sécurité ou des politiques d'utilisation (Source : NIST).

20.2 INNOCUITE VIRALE

Documents numériques

Lorsque la ligne de livraison de la commande comporte un ou plusieurs documents livrés au format numérique, le Fournisseur doit :

- Vérifier systématiquement au moyen d'outils antivirus l'absence de code malveillant, quel que soit le media utilisé (support physique, pièce jointe de mail,...) pour ces documents numériques ;
- Mettre à jour a minima tous les 15 jours les signatures et les moteurs logiciels des outils antivirus utilisés à cette fin ;
- Faire systématiquement mention de la réalité de ces contrôles par des mentions (**) portées sur tout support accompagnant ces livraisons (bordereau, mail,...).

** : exemple de mention : analyse antivirus effectuée le <date> par le logiciel <outil antivirus> à jour des souches antivirus du <date> et de la version de moteur en date du <date> (ou en version <version>).

Logiciels

Le Fournisseur doit garantir l'innocuité virale de l'ensemble des logiciels, ce y compris firmwares / micro-logiciels, systèmes d'exploitation, fichiers de configuration, programmes d'automates et de SCADA, ainsi que de leurs mises à jour.

Pour se faire, le Fournisseur s'engage à :

- Vérifier systématiquement au moyen d'outils antivirus l'absence de code malveillant dans les Fournitures livrées à NAVAL GROUP ;
- Mettre à jour a minima tous les 15 jours les signatures et les moteurs logiciels des outils antivirus utilisés à cette fin ;

- Fournir avec chaque livraison de logiciel, un rapport d'analyse antivirus au format de l'**annexe 7**

Dans le cas où ces contrôles antivirus ne seraient pas techniquement réalisables, notamment au regard de l'architecture ou de la nature du matériel porteur (« logiciel intégré »), le Fournisseur doit :

- Prendre toutes les précautions et mesures nécessaires et suffisantes, pour ne pas introduire de code malveillant dans le « logiciel intégré » ;
- Fournir avec chaque livraison de « logiciel intégré » un engagement sur l'innocuité virale selon l'**annexe 8**

21 LOGICIELS

Les logiciels sont identifiés dans les états de configurations par un nom, une version et un attachement au(x) matériel(s) porteur(s).

Sauf dispositions spécifiques dans le cahier des charges, les logiciels sont systématiquement livrés avec les documents suivants :

- une fiche de version : comprenant à minima le nom, la version du logiciel, les faits techniques résiduels, l'identification des supports de livraisons, la signature électronique (SHA256 conseillé) de chacun des fichiers livrés et un bilan des tests réalisés,
- un manuel utilisateur (*),
- un guide d'installation (*) : en particuliers, le fournisseur y précisera les outillages éventuellement nécessaires.
- un rapport d'analyse antivirus ou un engagement d'innocuité virale conformément au chapitre « Innocuité virale ».

(*) Suivant leur complexité, les informations traitant de l'installation et de l'utilisation peuvent figurer au sein de la fiche de version.

Un logiciel présentant une détection dans son analyse anti-virus ne peut être accepté par Naval Group sans l'avis motivé de l'officier SSI site ou du responsable SSI du programme ou du correspondant responsable d'exploitation de la sécurité du système concerné.

22 LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON :

Les fournisseurs de Naval Group sont tenus de définir, de mettre en œuvre et d'entretenir des méthodes et des processus, efficaces et adaptés à leurs produits afin de réduire au maximum le risque d'utiliser des matériels contrefaits (pièces , matériaux ...) dans leurs produits finis.

Un Matériel contrefait est un Matériel dont l'origine, l'ancienneté, la composition, la configuration, la certification ou autre caractéristique (concernant notamment une éventuelle utilisation antérieure du matériel) est falsifiée par :

- (a) un étiquetage, un conditionnement ou un marquage trompeur ;
- (b) une documentation trompeuse ;
- (c) tout autre moyen, notamment l'omission volontaire d'informations ;

En cas de détection d'une suspicion de contrefaçon ou d'une contrefaçon avérée au sein de la Supply Chain impliquée dans les Fournitures et/ou Prestations achetées, le Fournisseur doit immédiatement communiquer à Naval Group la nature du composant ou de la prestation, le nom du sous-traitant et l'impact sur les Fournitures ou Prestations éventuellement déjà livrés.

23 MESURE DE PERFORMANCES ET PLANS D'AMELIORATION

23.1 TAUX D'ANOMALIE FOURNISSEUR

La mesure de la performance qualité des fournisseurs est réalisée tout au long des livraisons au travers du Taux d'Anomalie (TAF) et du taux Dérogatoire (TAD). Ces taux sont calculés de la manière suivante :

$TAF = [\text{Nombre de FA de responsabilité fournisseur (hors demande de dérogation)} / \text{Nombre de lignes de réception}] \times 1000$

$TAD = [\text{Nombre de demande de dérogation} / \text{Nombre de lignes de réception}] \times 1000$

23.2 EVALUATION ANNUELLE ET PLAN D'AMELIORATION

Naval Group évalue continûment la performance de ses fournisseurs.

Pour une partie d'entre eux, notamment la plupart de ceux dont les commandes / contrats font l'objet de Plan de Surveillance de la qualité, cette évaluation est formalisée, en général une fois par an, selon les règles exposées ci-après.

L'évaluation est réalisée via une note sur 20 qui reflète la performance de l'exécution des commandes / contrats selon les axes :

- Respect des délais de livraison
- Maitrise des coûts
- Maitrise technique, y compris capacité d'innovation
- Assurance Qualité (TAF, TAD, gravité des non-conformités, traitement des FACF, maturité de la fonction qualité, etc.),
- SSTE et RSE
- Relationnel fournisseur (réactivité / proactivité et qualité de la relation)

La note attribuée lors de l'évaluation positionne le fournisseur dans une des catégories ci-dessous:

0 ≤ < 8 : Défaillant
8 ≤ < 12 : A risque
12 ≤ < 16 : Satisfaisant
16 ≤ ≤ 20 : Bon

L'évolution de la note permet de quantifier les améliorations ou les dégradations. Le fournisseur est informé par courrier de sa note et les conséquences sont discutées lors du Comité de Pilotage fournisseur (COFIL).

Un fournisseur « défaillant » ou « à risque » doit définir et mettre en œuvre un plan d'amélioration sur l'un ou plusieurs des axes de la fiche d'évaluation.

23.3 MURS QUALITE

Si les problèmes de performance perdurent, une surveillance renforcée de type « Mur Qualité » peut être mise en place, afin de garantir la qualité et la conformité des produits/prestations et de s'assurer de l'absence d'anomalie. Cette surveillance renforcée se traduit par des contrôles menés par un IQF de Naval Group sur les fournitures prêtes à livrer (avant emballage). En cas de non-conformité détectée lors de ces contrôles « mur qualité », une pénalité forfaitaire de 1500 € HT sera appliquée par Naval Group sur chaque ligne de livraison non conforme.

Le mur qualité mis en place ne peut ni diminuer la responsabilité du Fournisseur, notamment en ce qui concerne l'étendue de ses propres contrôles et son obligation de réaliser et livrer les Fournitures et Prestations conformes au Contrat / à la Commande, ni exclure un rejet ultérieur des Fournitures et/ou Prestations.

En cas de refus de mise en place de ce mur et/ou de problèmes persistants, la qualification du fournisseur pourra être limitée ou suspendue

24 ANNEXES

Les annexes au dernier indice en vigueur peuvent être obtenues sur simple demande du fournisseur auprès de l'acheteur Naval Group responsable de la consultation ou de la commande / du contrat d'achat.

24.1 ANNEXE 1 : DEMANDE DE DEROGATION FOURNISSEUR

Référence : BMS-000248718

24.2 ANNEXE 2 : PLAN QUALITE DE REALISATION (PQR) FOURNISSEUR

Référence : BMS-000248719

24.3 ANNEXE 3 : CONVOCATION A INSPECTION QUALITE FOURNISSEUR

Référence : BMS-000248720

24.4 ANNEXE 4 : REGISTRE DE CONTROLE ET DE CONFIGURATION (RCC)

Référence : BMS-000253475

24.5 ANNEXE 5 : QRQC - SUPPORT : RESOLUTION RAPIDE DE PROBLEMES

Référence : BMS-000241806

24.6 ANNEXE 6 : 8D

Référence : BMS-000122970

24.7 ANNEXE 7 : RAPPORT D'ANALYSE ANTIVIRALE

Référence : BMS-000249050

24.8 ANNEXE 8 : ENGAGEMENT SUR L'INNOCUITE VIRALE

Référence : BMS-000249224

BUSINESS MANAGEMENT SYSTEM

Version:	<i>EN</i>
Process:	<i>QP - Managing QSE and the industrial performance system</i>
Sub-Process:	<i>QP2– Defining and maintaining Quality Assurance requirements and standards</i>
Sub-sub-Process:	<i>N/A</i>
Activity or Activities:	<i>QP2.4 – Defining the supplier quality assurance requirements</i>
Applicability:	<i>00 Naval Group SA</i>
Site(s):	<i>All</i>
Document status:	<i>Approved on 11/06/2021</i>


01 Instruction: Supplier Quality Requirements

000247037 - D

Summary: This document defines the generic quality requirements applicable to the Suppliers of Naval Group supplies and services. It is a contractual annex to Naval Group purchase orders.

DOCUMENT HISTORY SHEET


APPROBATION		
Contributors	Name SURNAME	Dates
Written by	<i>Bruno GACHENARD</i>	<i>03/05/2021</i>
Checked by	<i>Vincent KEREDEL</i>	<i>09/06/2021</i>
Approved by	<i>David QUANCARD</i>	<i>11/06/2021</i>

	01 Instruction : Supplier Quality Requirements 000247037 - D / Approved on 11/06/2021	Page 2/20
---	--	--------------

RECORD OF CHANGES		
Issue	Description or reason for changes	Approval dates
A	<i>First issue</i>	<i>26/03/2018</i>
B	<i>Document translation, without any changes to the content. This new issue does not require re-approval.</i>	<i>05/03/2020</i>
C	<ul style="list-style-type: none"> - Updated of the periodic qualification and assessment procedures - Addition of quality walls - Addition of the technical aptitude of certain suppliers - Addition of an annex describing the content of the Inspections and Configuration Log (ICL) - Simplification of the chapter on FMECAs - Removal of the “subcontracting authorisation request” annex which is now a stand-alone form - Supplier waiver requests to be sent to the technical correspondent (specifier) with a copy to the purchaser 	<i>04/02/2021</i>
D	<ul style="list-style-type: none"> - Addition of cybersecurity requirements: <ul style="list-style-type: none"> o cyber incidents o viral safety of digital documents and software - Addition of an appendix: Virus scanning report - Addition of an appendix: Viral safety commitment - The appendix 4 (ICL - Inspections and Configuration Log) is managed via a self-explanatory document - Naval Group alert system required in the case where counterfeiting or proven counterfeiting is suspected 	<i>11/06/2021</i>

TABLE OF CONTENTS

1 INTRODUCTION	5
2 ABBREVIATIONS AND DEFINITIONS	5
3 QUALITY INTERFACES	6
4 SUPPLIER QUALIFICATION	6
4.1 QUALIFICATION:	6
4.2 MAINTAINING THE CERTIFICATION	7
4.3 SUPPLIER TECHNICAL APTITUDE REQUIREMENT	7
5 PREPARATION OF THE QUALITY MONITORING PLAN	8
6 ORDER REQUIREMENTS	8
7 KICK-OFF MEETING	9
8 IMPLEMENTATION OF THE QUALITY MONITORING PLAN	9
9 FACTORY ACCEPTANCE	10
10 WAIVER REQUESTS MADE BY THE SUPPLIER	10
11 NON-CONFORMITIES IDENTIFIED BY NAVAL GROUP	11
12 CONFIGURATION MANAGEMENT	12
13 TRACEABILITY	12
14 MARKING, IDENTIFICATION	12
15 SPECIAL PROCESSES	12
16 MONITORING AND MEASUREMENT SYSTEMS	13
17 INSPECTIONS AND CONFIGURATION LOG (ICL)	13
18 FMECA-TYPE RISK ANALYSES	13
19 REQUIREMENTS SPECIFIC TO EIS AND MAPS	14
19.1 EQUIPMENT REQUIREMENTS	15
19.2 DOCUMENTATION MANAGEMENT REQUIREMENTS	15
19.3 STAFF TRAINING AND COMPETENCY REQUIREMENTS	15
19.4 CONTROL REQUIREMENTS	15
20 CYBERSECURITY	15
20.1 CYBERSECURITY INCIDENTS	15
20.2 VIRAL SAFETY	16
21 SOFTWARE	17
22 PREVENTION OF COUNTERFEITING	17
23 PERFORMANCE MEASUREMENT AND IMPROVEMENT PLANS	18
23.1 SUPPLIER NON-CONFORMITY RATE	18
23.2 ANNUAL ASSESSMENT AND IMPROVEMENT PLAN	18
23.3 QUALITY WALLS	19

	01 Instruction : Supplier Quality Requirements 000247037 - D / Approved on 11/06/2021	Page 4/20
---	--	--------------

24 ANNEXES.....	19
24.1 ANNEX 1: SUPPLIER WAIVER REQUEST	19
24.2 ANNEX 2: SUPPLIER PERFORMANCE QUALITY PLAN	19
24.3 ANNEX 3: SUPPLIER QUALITY INSPECTION INVITATION.....	20
24.4 ANNEX 4: INSPECTIONS AND CONFIGURATION LOG (ICL)	20
24.5 ANNEX 5: QRQC - SUPPORT: QUICK RESPONSE, QUALITY CONTROL	20
24.6 ANNEX 6: 8D	20
24.7 ANNEX 7: VIRUS SCANNING REPORT	20
24.8 ANNEX 8: VIRAL SAFETY COMMITMENT	20

1 INTRODUCTION

This document defines the generic quality requirements applicable to the Suppliers of Naval Group supplies and services.

Naval Group guarantees the quality, punctuality and conformity of the supplies and services delivered to its customers. This implies that its suppliers deliver compliant supplies and services on time along with proof of contractual compliance, and implement measures for the continuous improvement of their performance.

Accordingly, this document is systematically integrated in Naval Group orders/contracts as an annex. The Supplier undertakes to reiterate the requirements of this document in any of their subcontracting or supply contracts.

In case of any discrepancy between the requirements defined in this instruction and those specified in the specifications, those of the specifications prevail.

2 ABBREVIATIONS AND DEFINITIONS

8D: 8-step problem solving method

AMDEC: Failure Mode, Effects and Criticality Analysis (*Analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité*)

DC: Declaration of Conformity (*Déclaration de Conformité*)

DQF: Naval Group Supplier Quality Department (*Direction Qualité Fournisseurs de Naval Group*)

EIS: Item Important for Safety (*Équipement Important pour la Sureté*)

EISF: Item Important for Operational Safety (*Équipement Important pour la Sécurité de Fonctionnement*)

EISP: Equipment important for diving safety (*Équipement Important pour la Sécurité Plongée*)

FA: Non-Conformity Sheet (*Fiche d'Anomalie*)

FACF: Supplier Corrective Action Sheet (*Fiche d'action Corrective Fournisseur*)

FAT: Factory Acceptance Test (*Essais d'acceptation en usine*)

SSTE: Health and Safety at Work and Environment (*Santé et Sécurité au Travail et Environnement*)

IQF: Supplier Quality Inspector (*Inspecteur Qualité Fournisseur*)

MAPS: Equipment allocated with safety parameters (*Matériel Affecté d'un Paramètre de Sûreté*)

PQR: Performance Quality Plan (*Plan Qualité Réalisation*)

PV: Report (*Procès-verbal*)

PVAU: Factory Acceptance Test Report (*Procès-Verbal d'Acceptation Usine*)

PVR: Reception Report (*Procès-Verbal de Réception - Inspection report after delivery*)

QRQC: Quick Response Quality Control (*Méthode rapide de résolution des incidents qualité*)

RCC: Inspections and Configuration Log (*Registre de Contrôle et de Configuration*)

RIDA: Record of Information, Decisions, Action (*Relevé d'Informations, Décisions, Actions*)

RQF: Supplier quality manager (*Responsable Qualité Fournisseur*)

RSE: Corporate Social Responsibility (*Responsabilité Sociétale de l'Entreprise*)

SMQ: Quality Management System (*Système de Management Qualité*)

SSI: Information System Security (*Sécurité des Systèmes d'Information*)

- Non-conformity: failure to fulfil a requirement

- Technical event: significant expected or unexpected technical event occurring during the life cycle of the supplies/services.

3 QUALITY INTERFACES

Naval Group asks its suppliers to appoint a quality correspondent for each of its contracts/orders.

This correspondent is the preferred contact of the Naval Group Supplier Quality Department (DQF) in order to:

- schedule and carry out the monitoring actions specified in the Quality Monitoring Plan of the order/contract;
- conduct cause analyses in case of any significant and/or recurrent non-conformity;
- propose corrective actions for non-conformities;
- deploy the quality improvement plans in case of insufficient performance.

The name of this contact person must be specified by the supplier when the order/contract is signed or, at the latest, during the kick-off review. The supplier must be able to communicate in French, otherwise in English.

4 SUPPLIER QUALIFICATION

All suppliers must be qualified to enter and remain on the Naval Group panel. Firstly, they must maintain a quality management system in accordance with the requirements of ISO 9001 V 2015.

4.1 QUALIFICATION:

During the qualification procedure, the supplier must demonstrate the efficiency of their organisation and their ability to meet the needs and requirements of Naval Group orders/contracts.

The qualification procedure begins by filling in a pre-qualification questionnaire and providing financial, compliance/CSR, technical, industrial, cyber security and quality information. Naval Group's analysis of the questionnaire and associated information serves to assess a level of risk intrinsic to the supplier, their environment and the nature of the purchase (e.g. maturity of the QMS).

Risks are assessed as:

- Critical: qualification impossible;
- High: technical and quality audit necessary to better quantify the risk and define any control actions;
- Low: direct qualification.

If a qualification quality/technical audit is necessary, the Supplier Quality Manager (*Responsable Qualité Fournisseur – RQF*) contacts the supplier to arrange an appointment.

During the audit, Naval Group ensures that:

- the supplier is capable of providing services or supplies with sufficient control over quality;
- the resources and processes (including special processes) and their associated set-up implemented by the supplier are properly controlled and produce the appropriate performance levels.

In certain cases, a representative supply may be requested to confirm this appropriateness.

The result of the audit is sent to the supplier, whereupon corrective actions may be necessary. The qualification cannot be declared until all the actions have been completed.

If the supplier qualifies, Naval Group assigns a buyer as the preferred contact within the Naval Group Purchasing Department to manage relations with that supplier.

4.2 MAINTAINING THE CERTIFICATION

A change of company name, shareholding, site or field of activity prompts a new qualification procedure. A significant change of organisation at the supplier's (relocation, subcontracting, new management team, etc.) may also warrant a requalification.

A qualification may be challenged at all times in the event of any deterioration or insufficiency of the supplier's performance, or subsequent to a highly severe non-conformity.

When the qualification is called into question, Naval Group proposes the actions to be implemented while taking feedback into account. These actions are integrated in the supplier's quality improvement plan.

4.3 SUPPLIER TECHNICAL APTITUDE REQUIREMENT

A "supplier technical aptitude" requirement may be integrated in certain technical procurement specifications (*Spécifications Techniques de Fourniture - STF*) in order to guarantee the quality of the products procured and the compliance with technical requirements for manufactured products and semi-finished products.

A supplier deemed "technically apt" is one whose technical ability to produce a product in accordance with the technical requirements (standards, specifications, etc.) is formally recognised by Naval Group. This aptitude is based on the assessment of the supplier's technical expertise, in particular in production processes. The frequency of verification of the technical aptitude is between 3 and 5 years.

If the technical procurement specifications contained in the order include a technical aptitude requirement, and the order does not also include the list of these suppliers, the Naval Group purchaser or procurement officer can communicate the up-to-date list of "technically apt" suppliers on simple request.

5 PREPARATION OF THE QUALITY MONITORING PLAN

The criticality of a purchase is assessed prior to any consultation of suppliers. This assessment is made systematically for supplies containing a security/safety element (EIS, EISP, EISF or MAPS).

During the assessment of the purchase's criticality, Naval Group takes the following into account in particular:

- the specificity of the supplies and services, such as the security aspects, the type of technology, etc.;
- the maturity of the specifications;
- the context, such as transfer of technology, co-activity, maintainability, etc.;
- the knowledge and performance of the suppliers to be consulted;
- the time and calendar margins available;
- the technical and non-technical requirements of Naval Group customers, such as intellectual property, confidentiality, etc.;
- the budget available for the order/contract.

The level of criticality determines the levels of quality monitoring and contractual monitoring envisaged for the order/contract.

If warranted by the level of quality monitoring, an order quality monitoring plan is defined upstream of the order's signature by the Naval Group Supplier Quality Department (DQF), then carried out in the order fulfilment phase.

The monitoring plan can be established based on a performance quality plan (*Plan Qualité Réalisation - PQR*) drafted by the supplier and submitted with their technical and financial bid. This PQR must list the main stages in the production and control of the supplies and services in accordance with the template in **annex 2**.

The number of notification or hold points is defined by the Naval Group Technical and Quality authorities. These points are mentioned in the annotated PQR which is returned to the supplier and, where applicable, contractualised in the order/contract.

6 ORDER REQUIREMENTS

Before signing the order/contract, the supplier must ensure that they are able to meet all specified requirements without exception and, in particular, that they take into account any discrepancies between the order/contract requirements and the content of their bid, regardless of whether or not Naval Group and the supplier conduct a joint review of the order/contract prior to its signature.

7 KICK-OFF MEETING

Naval Group organises a kick-off meeting when warranted by the monitoring level assigned to the order/contract. The purpose of this meeting is to specify certain procedures relating to the performance of the order/contract, in particular with regard to quality assurance:

- presentation of the main stakeholders, their roles and responsibilities on the order/contract both on the Naval Group and supplier sides;
- reminder on the input data to be provided by Naval Group or the supplier at the kick-off, and during the performance of the order/contract;
- presentation to the supplier of the monitoring plan's implementation procedures, in particular the meaning of the notification or hold points, and the associated schedule;
- reminder of the procedures for exchanging and marking paper and electronic documents;
- progress report/dashboard to be communicated/presented periodically by the supplier, for example prior to each progress review.

The minutes of this meeting are recorded in a report co-signed by Naval Group and the supplier accompanied, if necessary, by a Record of Information, Decisions, Action (RIDA).

8 IMPLEMENTATION OF THE QUALITY MONITORING PLAN


When a quality monitoring plan is implemented, the monitoring is ensured by a Naval Group Supplier Quality Inspector (IQF). In certain cases, monitoring may also be carried out by the Naval Group customer, their representative or an external organisation.

A monitoring plan may include verifications as part of the design and/or production of the supplies and services.

The supplier must provide a provisional schedule of inspections at a frequency decided upon by mutual agreement. There are three categories of monitoring points during the performance of the order/contract:

- **Notification point:** concerns an operation for which the inspector requests to be notified. The supplier can initiate and perform the operation on the scheduled date even if the Naval Group Supplier Quality Inspector is not present.
- **Hold point:** concerns an operation for which the Inspector is convened. The supplier cannot initiate or execute the operation without written authorisation from Naval Group.
- **Document verification:** Document verifications are primarily carried out on Naval Group sites. This verification is mainly carried out at the start of the performance of the order/contract to prepare and validate documents prior to manufacturing.

The supplier must send a notification at least 2 weeks before the date of the notification point or hold point (template in **appendix 3**). The supplier's cancellation of an inspection less than 48 hours before the notification date is sanctioned by a penalty of €1,500.

	01 Instruction : Supplier Quality Requirements 000247037 - D / Approved on 11/06/2021	Page 10/20
---	--	---------------

When the Naval Group inspector attends the monitoring points, they ensure that the supplier has effectively taken into account and complied with the technical and quality requirements.

When the monitoring point is lifted, the Quality inspector signs/stamps the PQR opposite the monitoring point concerned. An inspection report is communicated to the supplier.

In the event of any observed deviations, the report stipulates the list of deviations, and the supplier is responsible for resolving them and providing proof thereof.

The results of the inspection report may be "Satisfactory", "Acceptable", "Poor" or "Insufficient". The supplier must produce a QRQC (template in **annex 5**) if the result is deemed "Poor" by Naval Group, and an 8D (template in **annex 6**) if the result is deemed "Insufficient".

An "Insufficient" result is sanctioned by a penalty of €1,500.

9 FACTORY ACCEPTANCE

At the Factory Acceptance Test (FAT) stage, the Naval Group inspector checks the proof of compliance (included in the ICL if required):

- configuration of the supplies;
- quality records related to the equipment or its components;
- operations performed and conformity of the recorded values;
- conformity and adequacy of the inspection, measurement and test equipment with respect to the measurements performed.

Following factory acceptance, a factory acceptance report is completed by the Quality inspector. This document is given to the supplier, who must enclose it with the delivery notes in addition to the documents provided for in the order/contract.

10 WAIVER REQUESTS MADE BY THE SUPPLIER

Any non-conformity with respect to an order/contract requirement identified by the supplier must be immediately corrected or, failing that, reported and justified to Naval Group through a waiver request using the document in **annex 1**.

Where the supplier has their own waiver request document, they may use it provided the same information is present. The waiver request can only be accepted if it specifies the scope (package/serial number, order/contract number, etc.) and the causes of non-compliance with the requirement, as well as the corrective and preventive actions put in place by the supplier.

The supplier forwards the waiver request to the technical correspondent identified in the order/contract with a copy to the purchaser. This waiver request infers a non-conformity sheet (NCS) issued by the Naval Group technical departments. Following its analysis, the waiver request is subject to a decision by Naval Group. The purchaser communicates this decision to the supplier ("Accepted", "Accepted with reservations" or "Refused") via the completed waiver request form. In the event of the waiver request's acceptance with or without reservations, the waiver must be transferred to the declaration of conformity and integrated in the ICL (if required).

Non-compliant supplies pending a decision by Naval Group must be isolated and identified as non-compliant parts.

Waiver requests made by the supplier are subject to financial compensation by the supplier when Naval Group estimates their processing cost and/or their direct and indirect impact as significant.

11 NON-CONFORMITIES IDENTIFIED BY NAVAL GROUP

Non-conformities identified by Naval Group (or by its customers) for which the supplier is responsible infer a non-conformity sheet (NCS) issued and handled by the Naval Group technical departments, and remedial actions by the supplier.

Naval Group allocates 3 levels of severity to non-conformities: "very high", "high" or "low" depending on their impact on the products, on its customers or on the costs.

A non-compliant supply/service delivered may, depending on Naval Group's decision, be made available to the supplier for replacement or repair.

A supplier corrective action sheet (*Fiche d'action Corrective Fournisseur - FACF*) is sent to the supplier for the analysis of the non-conformity's causes of appearance and for the implementation of corrective actions. Within 15 days, the supplier must return the supplier corrective action sheet to Naval Group duly completed with the causes of the non-conformity's appearance and the corrective actions implemented to avoid its recurrence. The corresponding response times and the relevance of the responses are taken into account during the supplier performance assessment.


In cases where the severity of the non-conformity is "high" or "very high" (impact on safety, security, formal complaint by the Naval Group customer, significant impact on costs and lead times), the supplier requests an analysis of the formal causes, e.g. QRQC (high) or 8D (very high), in place of the FACF.

8D analyses must be presented to the Naval Group Supplier Quality Department during two steps named M1 and M2:

- The M1 review entails presenting the analysis of the causes, the planned corrective actions and the methods envisaged to check their efficiency. The presentation of the M1 review must be made within 1 month of notification of the non-conformity of "very high" severity.
- The M2 review validates the actual implementation of the corrective actions and their efficiency in accordance with the agreed methods. The presentation of the M2 review must be made within 5 months of the passing of M1.

By default, the presentation document used is the Naval Group QRQC in **annex 5** and the 8D in **annex 6**. Where the supplier has their own document, it may be accepted on condition that the same themes are covered.

Non-conformities identified by Naval Group are subject to financial compensation by the supplier when Naval Group estimates the cost of their handling and/or their direct and indirect impact as significant.

	01 Instruction : Supplier Quality Requirements 000247037 - D / Approved on 11/06/2021	Page 12/20
---	--	---------------

During the warranty period, when Naval Group or one of its customers consider that a technical event is attributable to a non-conformity of the supplies/services in the order, Naval Group issues a non-conformity sheet and, where applicable, a supplier corrective action sheet. The supplier must bear all possible costs and warranty extensions defined by the "Warranty" article in the special and/or general conditions of the order/contract.

12 CONFIGURATION MANAGEMENT

Configuration management is essential to demonstrate the conformity of the supplies by certifying that the supplies "as produced" are compliant with their definition file.

When configuration management is required by the order/contract specifications, the supplier draws on the ISO 10007 "Quality management systems - guidelines for configuration management" standard.

The supplier draws up and maintains the list of components subject to configuration management, as defined in the order/contract specifications. This list must identify the components, the associated specifications and their index used during manufacturing. The configuration must be updated to reflect all changes to the specifications and/or bill of materials.

13 TRACEABILITY

The supplier ensures the traceability of the materials and components, as defined in the specifications. When traceability is required, the supplier must be able to trace back to the material batch numbers used based on an identification number and/or an order/contract number. Similarly, the supplier must be able to identify the supplies delivered to Naval Group based on a potentially defective material batch number.

14 MARKING, IDENTIFICATION

The supplier must maintain an identification and recording system that can be used to associate the supplies delivered with their manufacturing file.

In compliance with the order/contract specifications, all markings must be legible, even after the coating of the surface. The marking must be located in visible and non-functional areas, and must not affect the surface's resistance to corrosion.

15 SPECIAL PROCESSES

The supplier maintains a list of their special processes including the validity of their qualifications.

The input elements (procedure, standards, construction codes, etc.) must be listed and known. The output elements must be defined (characteristics to be obtained). The supplier must be able to demonstrate, through their control over the manufacturing parameters, the compliance of the supplies/services delivered. They must archive the parameters used to retain the proof of production in accordance with the defined operating procedures.

The special processes must be implemented by formally identified and qualified persons.

16 MONITORING AND MEASUREMENT SYSTEMS

All monitoring and measurement systems used shall be periodically checked against measurement standards linked to international or national measurement standards.

The supplier must be able to demonstrate that the devices used have been checked and are used within their validity period.

The supplier shall mark and isolate any downgraded or non-compliant system.

If a device proves to be non-compliant during a verification, all supplies manufactured since the last verification must be identified, and Naval Group informed if supplies have already been delivered.

17 INSPECTIONS AND CONFIGURATION LOG (ICL)

If requested in the specifications, the supplier establishes – as and when the supplies and/or services are designed and/or developed – a record of proof of compliance referred to as the Inspections and Configuration Log. This RCC must be attached to the delivered equipment.

A template is proposed in **annex 4**. Nevertheless its composition may be modified in the order/contract specifications

This file is updated as the work advances and must be available for consultation during quality monitoring by Naval Group quality inspectors.

18 FMECA-TYPE RISK ANALYSES

The supplier shall conduct a Failure Mode, Effects and Criticality Analysis (FMECA):

- *οθεν της* deliverable is required in the order/contract specifications;
- when they identify significant risks associated with the supplies/services, a function to be performed or their production process;
- in the event of any non-conformity with a "very high" severity to preventively identify the other failure modes.

The supplier adapts this methodology to their own suppliers if necessary.

Naval Group may require two types of FMECA:

- the Product FMECA, where the supplier is the designer, which will be initialised following the functional analysis;
- the Process FMECA, where the supplier is the manufacturer, which will be initialised when drawing up the production and inspection routing.

Naval Group, in agreement with the supplier, may be required to participate in and/or consult the FMECA.

As a minimum, the supplier shall provide Naval Group with the:

- Risk Prioritisation Indices (RPI);
- actions planned and the measurement of their effectiveness.

The supplier presents the elements that justify the severity, occurrence and validation or detection ratings. If necessary, Naval Group provides additional information to confirm the severity.

The FMECA must be updated when the product or process is modified, and in the event of serious or recurrent non-conformities.

19 REQUIREMENTS SPECIFIC TO EIS AND MAPS

The requirements of this chapter are complementary to the other requirements of this document and concern EIS and MAPS supplies.

EIS (Equipment important for the safety of the nuclear steam supply system) and MAPS (Equipment allocated with safety parameters) supplies concerning the deterrent weapon system are subject to the order dated 10 August 1984 relating to the quality of the design, construction and operation of basic nuclear installations.

Supplies that fall under the EIS or MAPS categories are indicated in the technical specifications or recalled in the order/contract.

In summary, this quality order provides for:

- a design that ensures both the prevention of accidents and the countermeasures to be implemented;
- a construction devoid of major defects and imperfections that are not otherwise identified and, if necessary, repaired;
- rigorously organised operation and maintenance entrusted to trained personnel.

19.1 EQUIPMENT REQUIREMENTS

- “Catalogue” equipment is purchased based on a specification that may correspond to a supplier reference. Any change of reference requires approval by Naval Group.
- The supplier ensures the traceability of each item of equipment by a unique identifier.
- This equipment is accepted via FAT in accordance with a file containing at least:
 - the test conditions and their implementation;
 - the requirements to be met and on the basis of which the acceptance is declared;
 - the standard formalism to be followed for the declaration.
- Each item of equipment must have acceptance documents that are physically related to it and which legibly indicate that the equipment is listed under the MAPS or EIS categories.

19.2 DOCUMENTATION MANAGEMENT REQUIREMENTS

- Any documentary modification relating to a MAPS/EIS supply shall infer an analysis of the possible consequences to the safety of the installation. This analysis necessarily requires Naval Group acceptance.

19.3 STAFF TRAINING AND COMPETENCY REQUIREMENTS

- Only people with the required competency (training and experience) can be assigned to a task that involves an EIS or MAPS supply.
- Any intervention on a MAPS/EIS supply requires the requisite security awareness, including for subcontractors.
- Security awareness raising actions shall infer a record with the names of the persons made aware, the date and the content of the awareness raising.

19.4 CONTROL REQUIREMENTS

Persons responsible for controlling an activity on an EIS or MAPS supply must be different from those who carried out the activity.

20 CYBERSECURITY

20.1 CYBERSECURITY INCIDENTS

If a cyber incident (*) is discovered or reported to the supplier, which may affect the Supplies or the Services, the supplier undertakes, throughout the order, to:

- immediately take all measures to stop the incident and/or limit its effects;
- immediately inform, within seventy-two (72h) hours of the discovery at the most, Naval Group CERT (Computer Emergency Response Team) and Naval Group Information System Chief Security Officer at the following addresses cert@naval-

group.com and ocssi@naval-group.com, of the type of detected incident, the measures already taken and any other information required and known.

(*) cyber incident: An occurrence that actually or potentially jeopardises the confidentiality, the integrity or availability of an information system or information that the system processes, stores or transmits, or that constitutes a violation or imminent threat of security policies, security procedures or use policies (Source: NIST (National Institute of Standards and Technology))

20.2 VIRAL SAFETY

Digital documents

When the delivery line of the order features one or several documents delivered under a digital format, the supplier must:

- Systematically check, via anti-virus tools, that there is no malicious code, whatever the medium used (physical medium, enclosure in e-mails, etc.) for these digital documents;
- Update every 15 days at least the signatures and software engines of the anti-virus tools used for this purpose;
- Systematically mention the actual controls via notes (**) included in all the media coming with the deliveries (such as delivery notes, e-mails, etc.).

** : example of note: virus scanning performed on <date> by <antivirus tool> software updated with antivirus strains on <date> and the engine version on <date> (or in <version> version).

Software


The supplier must ensure the viral safety of all software, including firmware, operating systems, configuration files, PLC and SCADA programmes and their updates.

To do so, the supplier undertakes to:

- Systematically check, via antivirus tools, that there is no malicious code in the supplies delivered to Naval Group;
- Update every 15 days at least the signatures and software engines of the anti-virus tools used for this purpose;
- With every software delivery, provide a virus scanning report under the format of annex 7

Should these inspections not be technically possible, especially concerning the architecture or the type of hardware carrying the software ("integrated software"), the supplier must:

- Take all necessary precautions and measures so as not to introduce a malicious code into the "integrated software";
- With every "integrated software" delivery, provide a commitment on viral safety as per **annex 8**

	01 Instruction : Supplier Quality Requirements 000247037 - D / Approved on 11/06/2021	Page 17/20
---	--	---------------

21 SOFTWARE

In the configuration statuses, software programs are identified by a name, a version and an attachment to the equipment on which they run.

Unless otherwise indicated in the specifications, software programs are systematically delivered with the following documents:

- a version description document comprising, as a minimum, the name, version, residual technical events, identification of the delivery media, electronic signature (SHA256 advised) of each of the files delivered and a report of the tests carried out;
- a user manual*;
- an installation guide* in which the supplier shall specify any tools required;
- a virus scanning report or a viral safety commitment in the “viral safety” chapter.

* Depending on its complexity, information concerning installation and use may be included in the version description document.

Software with a detected infection in its anti-virus scan cannot be accepted by Naval Group without the reasoned opinion of the site's IS security officer, the program IS security manager or the security operation manager of the system concerned.

22 PREVENTION OF COUNTERFEITING

Naval Group suppliers must define, implement and update methods and processes which are effective and adapted to their products in order to reduce to a minimum the risk of using counterfeited materials (such as parts, materials, etc.) in their finished products.

A counterfeited Material is a Material whose origin, age, composition, configuration, certification or other characteristic (concerning in particular any previous use of the material) is falsified by:

- (a) misleading marking of the material, labelling or packaging;
- (b) misleading documentation; or
- (c) any other means, including failing to disclose information;

If suspected counterfeiting or proven counterfeiting is detected within the Supply Chain involved in the purchased Supplies and/or Services, the Supplier must immediately inform Naval Group of the type of component or service, the name of the sub-contractor and the impact on the Supplies or Services that may have already been delivered.

23 PERFORMANCE MEASUREMENT AND IMPROVEMENT PLANS

23.1 SUPPLIER NON-CONFORMITY RATE

Supplier quality performance is measured throughout deliveries via the Supplier non-conformity rate (*Taux d'Anomalie Fournisseur - TAF*) and the Waiver non-conformity rate (*Taux d'Anomalie Dérogatoire - TAD*). These rates are calculated as follows:

$TAF = [\text{Number of non-conformity sheets under the supplier's responsibility (excluding waiver requests)} / \text{Number of acceptance lines}] \times 1000$

$TAD = [\text{Number of waiver requests}] / \text{Number of acceptance lines}] \times 1000$

23.2 ANNUAL ASSESSMENT AND IMPROVEMENT PLAN

Naval Group continuously assesses the performance of its suppliers.

For some of them, in particular most of those whose orders/contracts infer a quality monitoring plan, this assessment is formalised, usually once a year, according to the rules set out below.

The assessment is given a score out of 20 which reflects the performance of the fulfilment of orders/contracts in the following areas:

- observance of delivery lead times;
- cost control;
- technical control, including innovation capacity;
- Quality Assurance (TAF, TAD, severity of non-conformities, processing of supplier corrective action sheets, maturity of the quality function, etc.);
- H&SW&E and CSR;
- Supplier relations (responsiveness/proactiveness and quality of the relationship).

The score obtained in the assessment positions the supplier in one of the following categories:

$0 \leq < 8$: Defaulting


$8 \leq < 12$: At risk

$12 \leq < 16$: Satisfactory

$16 \leq \leq 20$: Good

Any change in the score quantifies the improvements or deteriorations. The supplier is informed of their score by letter, and the consequences are discussed during the supplier steering committee meeting.

A "defective" or "at risk" supplier must define and implement an improvement plan on one or more of the assessment sheet areas.

	01 Instruction : Supplier Quality Requirements 000247037 - D / Approved on 11/06/2021	Page 19/20
---	--	---------------

23.3 QUALITY WALLS

If performance problems persist, reinforced "Quality Wall" monitoring may be implemented to guarantee the quality and compliance of the products/services and to ensure that there are no non-conformities. This enhanced monitoring involves controls conducted by a Naval Group IQF on supplies ready for delivery (before packaging). In the event of any non-conformity detected during these "Quality Wall" controls, Naval Group will apply a fixed penalty of €1,500 on each non-compliant delivery line.

The quality wall used shall neither reduce the supplier's responsibility, in particular concerning the scope of their own controls and their obligation to produce and deliver the Supplies and Services pursuant to the contract/order, nor exclude a subsequent rejection of the Supplies and/or Services.

Should the supplier refuse to set up this wall and/or in case of persistent problems, the supplier's qualification may be limited or suspended.

24 ANNEXES

Annexes with the most recent current issue may be obtained on simple request by the supplier to the Naval Group buyer responsible for the consultation or purchase order/contract.

24.1 ANNEX 1: SUPPLIER WAIVER REQUEST

Reference: BMS-000248718

24.2 ANNEX 2: SUPPLIER PERFORMANCE QUALITY PLAN

Reference: BMS-000248719

24.3 ANNEX 3: SUPPLIER QUALITY INSPECTION INVITATION

Reference: BMS-000248720

24.4 ANNEX 4: INSPECTIONS AND CONFIGURATION LOG (ICL)

Reference: BMS-000253475

24.5 ANNEX 5: QRQC - SUPPORT: QUICK RESPONSE, QUALITY CONTROL

Reference: BMS-000241806

24.6 ANNEX 6: 8D

Reference: BMS-000122970

24.7 ANNEX 7: VIRUS SCANNING REPORT

Reference: BMS-000249050

24.8 ANNEX 8: VIRAL SAFETY COMMITMENT

Reference: BMS-000249224